Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

Le 14 avril 2026

TRAITE DE FUSION-ABSORPTION SIMPLIFIEE

ENTRE

LACOUR CONCEPT
en qualité de société absorbante

ET

UNISITE
en qualité de société absorbée

Proskauer

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

TABLE DES MATIERES

1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION 3
2. PRESENTATION DES PARTIES 5
3. LIENS ENTRE LES PARTIES 6
4. OPERATION DE FUSION 7
5. DATE DE REALISATION ET DATE D'EFFET DE LA FUSION 7
6. COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE LA FUSION 7
7. DESIGNATION ET EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF APPORTES 8
8. REMUNERATION DE LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE 8
9. DECLARATIONS GENERALES 10
10. DECLARATION SUR LES CONTRATS 11
11. RENONCIATION AU PRIVILEGE DU VENDEUR ET A L'ACTION RESOLUTOIRE 11
12. DECLARATION SUR LES PARTICIPATIONS 11
13. PROPRIETE ET JOUISSANCE DU PATRIMOINE TRANSMIS 11
14. CHARGES ET CONDITIONS DE LA FUSION 12
15. CONTRATS DE TRAVAIL 12
16. REGIME FISCAL 13
17. DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE 16
18. PUBLICATION ET DROIT D' OPPOSITION DES CREANCIERS 16
19. DELEGATION DE POUVOIRS A DES MANDATAIRES DE LA SOCIETE ABSORBANTE 16
20. DESIGNATION D'UN MANDATAIRE PAR LA SOCIETE ABSORBEE 17
21. FORMALITES DE PUBLICITE 17
22. FRAIS ET DROITS 17
23. ELECTION DE DOMICILE 17
24. POUVOIRS POUR LES FORMALITES 17
25. SIGNATURE ELECTRONIQUE 17

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

LE PRESENT TRAITE DE FUSION-ABSORPTION SIMPLIFIEE est conclu le 14 avril 2026,

ENTRE

(1) **Lacour Concept**, une société par actions simplifiée au capital social de EUR 1.003.752 dont le siège social est situé 1, avenue Henri Debord, 18230 Saint-Doulchard, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bourges sous le numéro 403 154 263, représentée par Lacour Holding, une société par actions simplifiée au capital social de EUR 6.845.153,10 dont le siège social est situé 1, avenue Henri Debord, 18230 Saint-Doulchard, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bourges sous le numéro 922 623 012, elle-même représentée par Monsieur Angelo Maida, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée la « **Société Absorbante** » ou « **Lacour Concept** »,

ET

(2) **Unisite**, une société par actions simplifiée au capital social de EUR 20.000 dont le siège social est situé 1, avenue Henri Debord, 18230 Saint-Doulchard, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bourges sous le numéro 808 724 926, représentée par Lacour Holding, une société par actions simplifiée au capital social de EUR 6.845.153,10 dont le siège social est situé 1, avenue Henri Debord, 18230 Saint-Doulchard, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bourges sous le numéro 922 623 012, elle-même représentée par Monsieur Angelo Maida, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommée la « **Société Absorbée** » ou « **Unisite** »,

la Société Absorbée et la Société Absorbante sont désignées ci-après individuellement une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

En vue de la fusion simplifiée par voie d'absorption d'Unisite par Lacour Concept, il a été arrêté le présent traité de fusion entre les Parties, prévoyant les termes et conditions du projet de fusion envisagé (le « **Traité de Fusion** »).

IL A ETE DECIDE CE QUI SUIT

1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1. Définitions

Pour les besoins du Traité de Fusion, et à moins que le contexte ne leur donne un sens différent, les termes commençant par une lettre majuscule auront le sens qui est indiqué ci-après :

Lacour Concept	a la signification donnée à ce terme dans les comparutions au Traité de Fusion.
Date d'Effet	a la signification donnée à ce terme à l'Article 5.
Date de Réalisation	a la signification donnée à ce terme à l'Article 5.
Fusion	a la signification donnée à ce terme à l'Article 4.
Unisite	a la signification donnée à ce terme dans les comparutions au Traité de Fusion.
Lacour Group	a la signification donnée à ce terme à l'Article 3.

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

Lacour Holding	désigne, Lacour Holding, société par actions simplifiée au capital social de EUR 6.845.153,10 dont le siège social est situé 1, avenue Henri Debord, 18230 Saint-Doulchard, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bourges sous le numéro 922 623 012.
Partie	a la signification donnée à ce terme dans les comparutions au Traité de Fusion.
Signature Electronique	a la signification donnée à ce terme à l'Article 25.
Société Absorbante	a la signification donnée à ce terme dans les comparutions au Traité de Fusion.
Société Absorbée	a la signification donnée à ce terme dans les comparutions au Traité de Fusion.
Traité de Fusion	a la signification donnée à ce terme au Préambule.

1.2. Interprétation

1.2.1. Pour les besoins du Traité de Fusion :

(a) lorsque les expressions « en ce inclus », « y compris », « en particulier » ou « notamment » sont utilisées dans le Traité de Fusion, elles sont réputées être suivies de l'expression « de manière non limitative » ;

(b) le terme « écrit » comprend la dactylographie, l'imprimerie, la lithographie, la photographie et les autres modes de représentation ou de reproduction des mots sous une forme lisible et non transitoire (y compris sur un écran d'affichage électronique) ;

(c) les termes définis s'entendent, aux fins de leur compréhension, de leur interprétation ou de la mise en œuvre de leurs stipulations, au mode singulier et au mode pluriel ;

(d) les délais visés aux présentes seront décomptés conformément aux dispositions des articles 640 à 642 du Code de Procédure Civile ;

(e) à moins que le contexte n'exige une autre interprétation (α) toute référence à une disposition légale signifie la disposition telle qu'elle peut être modifiée, remplacée ou codifiée si cette modification, ce remplacement ou cette codification est applicable ou susceptible de s'appliquer aux opérations énoncées dans le Traité de Fusion, et (β) toute référence à un accord ou à un contrat s'entend dudit accord ou contrat tel qu'il peut être valablement complété ou modifié après la date de sa signature ;

(f) le mot « ou » a un sens disjonctif et non un sens alternatif (c'est-à-dire que, lorsque deux éléments ou qualités sont séparés par le mot « ou », l'existence de l'un de ces éléments ou qualités n'est pas censée exclure l'existence de l'autre et le mot « ou » est censé inclure le mot « et ») ;

(g) si elles sont utilisées dans le Traité de Fusion, les expressions « ci-dessus », « ci-dessous », « des présentes », « présent » et les expressions similaires doivent être interprétées comme des références au Traité de Fusion dans son ensemble et pas uniquement à l'Article ou au paragraphe spécifique dans lequel cette référence apparaît ; et

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

(h) à moins que le contexte n'exige une autre interprétation, les références contenues dans le Traité de Fusion aux « Articles » et « Annexes » sont réputées faire référence aux articles et annexes du Traité de Fusion.

1.2.2. Le Préambule et les Annexes font partie intégrante du Traité de Fusion.

1.2.3. Toute référence au Traité de Fusion s'entend comme une référence à la version la plus récente du Traité de Fusion, tel qu'il pourrait être ultérieurement modifié conformément à ses termes.

1.2.4. Les titres des Articles et Annexes sont insérés à titre purement informatif, pour des raisons de commodité, et n'entraînent aucune conséquence juridique.

2. PRESENTATION DES PARTIES

2.1. La Société Absorbante

La Société Absorbante a été immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bourges le 21 décembre 1995, sous le numéro 403 154 263 pour une durée de 99 années.

Le capital social de la Société Absorbante s'élève à un million trois mille sept cent cinquante-deux euros (1.003.752 €). Il est divisé en quatre mille six cent quarante-sept (4.647) actions ordinaires de deux cent seize (216) euros de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.

La Société Absorbante a son siège réel en France et est assujettie à l'impôt sur les sociétés en France, de plein droit ou sur option.

La Société Absorbante a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

(a) la réalisation de logiciels, le développement, la production, la fourniture et la documentation de logiciels standards (progiciels, utilitaires d'application, etc.) ainsi que leur édition ;

(b) l'achat, la vente en gros ou au détail, la conception, la distribution, la maintenance de logiciels, progiciels, banques de données, l'organisation de stages de formation professionnelle y afférent, et plus généralement de tous matériels informatiques ou électroniques, soit directement soit par voie de concession et/ou d'exploitation de licences de marques et de brevets, de logiciels ;

(c) conformément aux dispositions de l'article L. 511-7 du Code monétaire et financier, procéder à des opérations de trésorerie (prêt, avance en compte courant, cautionnement, etc.) avec des sociétés ayant avec elle, directement ou indirectement, des liens de capital conférant à l'une des sociétés liées un pouvoir de contrôle effectif sur les autres ;

(d) généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

La Société Absorbante clôture son exercice social le 31 décembre de chaque année.

La Société Absorbante a pour commissaire aux comptes titulaire la société R.G. CONSEILS, une société par actions simplifiée dont le siège social est situé 6, rue Hoche, 58000 Nevers, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nevers sous le numéro 393 036 199.

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

2.2. La Société Absorbée

La Société Absorbée a été immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bourges le 7 janvier 2015 sous le numéro 808 724 926 pour une durée de 99 années.

Le capital social de la Société Absorbée s'élève à vingt mille euros (20.000 €). Il est divisé en deux cents (200) actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.

La Société Absorbée a son siège réel en France et est assujettie à l'impôt sur les sociétés en France, de plein droit ou sur option.

La Société Absorbée a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

(a) la collecte, le regroupement d'informations techniques en vue de l'élaboration, du développement et de l'exploitation et la gestion d'une base de données internationales propres à la réparation de tout type de véhicules ;

(b) la réalisation de tout type de modélisations graphiques, d'infographie notamment en 3D, en vue de la constitution de bases de données graphiques et de l'exploitation de services associés ;

(c) toutes prestations de services notamment de nature informatique destinées à apporter une aide à l'évaluation et à la maîtrise du coût des réparations et à l'amélioration de la qualité de service, à tous les opérateurs et intervenant sur les marchés cibles de la société ;

(d) la réalisation de toutes études, travaux, expertises et enquêtes, et la fourniture de tous renseignements et statistiques, relatives à la réparation automobile ;

(e) la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;

(f) la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;

(g) la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;

(h) toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

La Société Absorbée peut réaliser son objet social, tant en France qu'à l'étranger, de toutes les manières qu'elle jugera les mieux appropriées.

La Société Absorbée clôture son exercice social le 31 décembre de chaque année.

3. LIENS ENTRE LES PARTIES

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

Le capital social de la Société Absorbante et de la Société Absorbée sont intégralement détenus par Lacour Group, une société par actions simplifiée au capital social de EUR 16.755.070,30 dont le siège social est situé 1, avenue Henri Debord, 18230 Saint-Doulchard, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bourges sous le numéro 922 650 743 (« **Lacour Group** »).

4. OPERATION DE FUSION

L'opération envisagée consiste en la fusion-absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante selon le régime de fusion simplifiée prévu à l'article L. 236-11 du Code de commerce (la « **Fusion** »). La Fusion consiste en une opération de réorganisation purement interne qui s'inscrit dans le cadre de mesures de réorganisation, de rationalisation et de simplification du groupe dont la Société Absorbée et la Société Absorbante sont parties. Elle se traduira également par un allègement des coûts de gestion administrative dudit groupe.

5. DATE DE REALISATION ET DATE D'EFFET DE LA FUSION

La réalisation de la Fusion est conditionnée à l'approbation de la Fusion par l'associé unique de la Société Absorbante. Si la condition suspensive ci-dessus n'était pas réalisée avant le 31 décembre 2026 (inclus), le présent Traité de Fusion serait considéré de plein droit comme caduc, sans indemnité de part ni d'autre, sauf accord contraire des Parties.

La Fusion sera réalisée à la date d'approbation de la Fusion par l'associé unique de la Société Absorbante (la « **Date de Réalisation** »), sous réserve de l'obtention préalable de l'absence d'opposition des créanciers, dans les conditions prévues par l'article L. 236-14 du Code de commerce, telle qu'attestée par la délivrance du certificat de non-opposition correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 du Code de commerce, il est précisé que la Fusion aura un effet rétroactif au 1er janvier 2026 (la « **Date d'Effet** »). Cette rétroactivité produira ses effets tant sur le plan comptable que fiscal.

En conséquence, les opérations réalisées par la Société Absorbée à compter de la Date d'Effet et jusqu'à la Date de Réalisation seront considérées de plein droit, sur le plan comptable et fiscal, comme étant accomplies pour le compte et aux risques de la Société Absorbante qui supportera exclusivement les résultats bénéficiaires ou déficitaires de l'exploitation des biens transmis.

Il en sera de même de toutes les dettes et charges de la Société Absorbée qui auraient été omises dans la comptabilité de celle-ci.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, la Société Absorbée transmettra à la Société Absorbante tous les éléments composant son patrimoine, dans l'état où ledit patrimoine se trouvera à la Date de Réalisation de la Fusion.

6. COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE LA FUSION

Pour établir les conditions de la Fusion, les Parties ont décidé d'utiliser :

(a) pour la Société Absorbante, une situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2025, laquelle figure en Annexe 1 ; et

(b) pour la Société Absorbée, une situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2025, laquelle figure en Annexe 2.

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

7. DESIGNATION ET EVALUATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF APPORTES

La Société Absorbée transmet à la Société Absorbante, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions ci-après stipulées, tous les éléments (actif et passif), droits, valeurs et obligations sans exception ni réserve, qui constitueront son patrimoine à la Date de Réalisation.

A la date de référence choisie d'un commun accord entre les Parties pour établir les conditions de la Fusion comme il est dit ci-dessus, l'actif et le passif de la Société Absorbée consistent dans les éléments ci-après énumérés. Il est entendu que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de la Société Absorbée devant être dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation.

Conformément au règlement ANC n°2014-03, dans sa version consolidée au 1er janvier 2026, relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et s'agissant d'une opération de fusion intervenant entre sociétés placées sous contrôle commun, les actifs et les passifs de la Société Absorbée sont apportés à leur valeur nette comptable au 31 décembre 2025, telle que cette valeur nette comptable ressort de la situation comptable intermédiaire de la Société Absorbée à cette date.

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, il n'a pas été procédé à la désignation de commissaires à la fusion ou d'un expert indépendant.

7.1. Actifs dont la transmission est prévue (en €)

L'actif apporté par la Société Absorbée comprend, sur la base de sa situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2025, l'ensemble des biens et droits ci-après désignés et évalués à leur valeur nette comptable :

▪

Poste comptable	Valeur nette comptable (en EUROS)
Actif immobilisé	29 542
Immobilisations incorporelles	0
Immobilisations corporelles	29 542
Immobilisations financières	0
Actif circulant	1 073 277
Créances d'exploitation	435 581
Créances diverses	357 563
Charges constatées d'avance	7 453

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

Disponibilités	272 680
TOTAL	**1 102 819**

Le montant total des éléments d'actif de la Société Absorbée dont la transmission à la Société Absorbante est envisagée ressort à 1.102.819 €.

7.2. Passif dont la transmission est prévue (en €)

En contrepartie des actifs qui lui sont apportés, la Société Absorbante acquittera, en lieu et place de la Société Absorbée, l'intégralité du passif de cette dernière, sans aucune exception ni réserve.

Il est indiqué, en tant que de besoin, que cette prise en charge de passif ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont tenus, au contraire, d'établir leurs droits et de justifier leurs titres.

Sous réserve des stipulations ci-dessus, le passif exigible, tel qu'il ressort de la situation comptable intermédiaire de la Société Absorbée au 31 décembre 2025, transmis à la Société Absorbante, comprend :

Poste comptable	**Valeur nette comptable (en EUROS)**
Emprunts et dettes financières divers	30 781
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 382
Dettes fiscales et sociales	731 098
Autres dettes	72 233
TOTAL	**946 494**

Le montant total des éléments de passif de la Société Absorbée, dont la transmission à la Société Absorbante est envisagée, ressort à 946.494 €

Tout passif qui apparaîtrait chez la Société Absorbée entre la Date d'Effet et la Date de Réalisation ainsi que, plus généralement, tout passif non connu ou non prévisible à ce jour, qui viendrait à apparaître ultérieurement, sera pris en charge par la Société Absorbante.

7.3. Montant de l'actif net à transmettre

En conséquence de ce qui précède, l'actif net transféré provisoire à la Société Absorbante tel qu'il

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

ressort du bilan de la Société Absorbée arrêté au 31 décembre 2025, s'établit comme suit :

Poste comptable	Valeur nette comptable (en EUROS)
Actif apporté	**1 102 819**
MOINS	
Passif pris en charge	**946 494**
Actif net apporté	**156 325**

En sus du passif à prendre en charge, la Société Absorbante assumera tous les engagements contractés par la Société Absorbée. En contrepartie, la Société Absorbante sera subrogée dans tous les droits et actions qui pourraient bénéficier à la Société Absorbée résultant des engagements reçus existant au jour de la réalisation de la Fusion.

8. REMUNERATION DE LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE

Conformément à l'article L.236-3 II du Code de commerce et compte tenu de la détention par Lacour Group de l'intégralité des actions et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, il ne sera procédé à aucune émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante ni à une augmentation de son capital en contrepartie de l'apport réalisé par la Société Absorbée. En conséquence, les Parties sont convenues qu'il n'y a pas lieu, de ce fait, de déterminer un rapport d'échange.

9. DECLARATIONS GENERALES

Le représentant légal de la Société Absorbée, déclare au nom de la Société Absorbée que :

(a) l'ensemble des titres de la Société Absorbée sont nantis, étant précisé que ce nantissement fera l'objet d'une mainlevée à la Date de Réalisation ;

(b) la Société Absorbée est propriétaire des biens composant son patrimoine social et qu'elle entend transmettre à la Société Absorbante l'intégralité de ces biens composant son patrimoine social, sans aucune exception ni réserve. En conséquence, la Société Absorbée prend l'engagement formel, au cas où se révéleraient ultérieurement des éléments omis dans la désignation ci-dessus, de constater la matérialité de la transmission par acte complémentaire, étant entendu que toute erreur ou omission ne serait pas susceptible de modifier la valeur nette globale du patrimoine transmis ;

(c) les biens de la Société Absorbée, apportés au titre de la Fusion, ne sont grevés d'aucune inscription quelconque et, en particulier, d'aucune inscription de privilège de vendeur, hypothèque, nantissement, warrant, ou gage quelconque, et lesdits éléments sont de libre disposition entre les mains de la Société Absorbée ;

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

(d) la Société Absorbée n'est pas en état de liquidation de biens, de règlement judiciaire, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de cessation de paiements et ne fait pas l'objet d'un règlement amiable ; et

(e) les livres de comptabilité, les pièces comptables, archives et dossiers de la Société Absorbée seront remis à la Société Absorbante.

10. DECLARATION SUR LES CONTRATS

Le représentant légal de la Société Absorbante engage expressément la Société Absorbante à se substituer à la Société Absorbée dans tous les droits et obligations de cette dernière découlant de l'ensemble des contrats auxquels cette dernière est partie.

Au cas où la transmission de certains contrats serait subordonnée à l'accord ou l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée sollicitera en temps utile, les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la Société Absorbante.

11. RENONCIATION AU PRIVILEGE DU VENDEUR ET A L'ACTION RESOLUTOIRE

La Fusion étant faite à charge, notamment pour la Société Absorbante, ainsi qu'il est précisé ci-après, de reprendre le passif de la Société Absorbée, le représentant légal de la Société Absorbée déclare expressément au nom de la Société Absorbée, renoncer au privilège du vendeur et à l'action résolutoire pouvant appartenir à la Société Absorbée du fait de la Fusion.

12. DECLARATION SUR LES PARTICIPATIONS

Le capital social de la Société Absorbante et de la Société Absorbée sont intégralement détenus par Lacour Group.

13. PROPRIETE ET JOUISSANCE DU PATRIMOINE TRANSMIS

La Société Absorbante aura la propriété et la jouissance des biens et droits de la Société Absorbée en ce compris ceux qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité de cette société, à compter de la Date de Réalisation. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, le patrimoine de la Société Absorbée devant être dévolu dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation, toutes les opérations actives et passives dont les biens transmis auront pu faire l'objet entre la Date d'Effet et la Date de Réalisation seront considérées de plein droit comme ayant été faites pour le compte exclusif de la Société Absorbante.

L'ensemble du passif de la Société Absorbée à la Date de Réalisation, ainsi que l'ensemble des frais, droits et honoraires y compris les charges fiscales et d'enregistrement occasionnées par la dissolution de la Société Absorbée, seront transmis à la Société Absorbante.

Il est précisé que :

(a) la Société Absorbante assumera l'intégralité des dettes et charges de la Société Absorbée, y compris celles qui pourraient remonter à une date antérieure à la Date d'Effet et qui auraient été omises dans sa comptabilité ; et

(b) s'il venait à se révéler ultérieurement une différence en plus ou en moins entre le passif pris en charge par la Société Absorbante et les sommes effectivement réclamées par les tiers, la Société Absorbante serait tenue d'acquitter tout excédent de passif sans recours ni revendication possible de part ni d'autre.

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

14. CHARGES ET CONDITIONS DE LA FUSION

La Société Absorbée s'interdit formellement jusqu'à la Date de Réalisation de la Fusion – et à l'exception d'obtenir l'agrément préalable de la Société Absorbante – d'accomplir tout acte de disposition de quelque nature que ce soit relatif aux biens apportés et de signer tout accord, traité ou engagement quelconque les concernant sortant du cadre de la gestion courante et, en particulier, de contracter aucun emprunt, sous quelque forme que ce soit.

Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à un accord ou à un agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, la Société Absorbée sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires et en justifiera à la Société Absorbante. Elle effectuera, s'il y a lieu et en temps utile, toute notification et toute démarche auprès de toute administration qui serait nécessaire pour la transmission des biens et autorisations dont elle serait propriétaire ou titulaire au jour de la Date de Réalisation.

La Société Absorbante souffrira les servitudes passives grevant ou pouvant grever les immeubles dont dépendent les biens transférés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

La Société Absorbante prendra les biens et droits transmis dans leur consistance et leur état lors de la réalisation de la Fusion sans pouvoir exercer quelque recours que ce soit, pour quelque cause que ce soit, contre la Société Absorbée.

La Société Absorbante bénéficiera de toute subvention, prime, aide, etc. qui a pu ou pourra être allouée à la Société Absorbée. Elle accomplira toutes les formalités qui seraient nécessaires à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens et droits composant le patrimoine de la Société Absorbée et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

La Société Absorbante sera débitrice des créanciers de la Société Absorbée aux lieu et place de celle-ci sans qu'il en résulte novation à l'égard des créanciers.

La Société Absorbante supportera, en particulier, tout impôt, prime d'assurance, contribution, loyer, taxe, etc., ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens transmis ou qui sont inhérents à leur propriété ou leur exploitation. Elle fera également son affaire personnelle en lieu et place de la Société Absorbée, sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, de l'exécution ou de la résiliation à ses frais, risques et périls de tout accord, traité, contrat ou engagement qui aura pu être souscrit par la Société Absorbée.

La Société Absorbante se conformera aux lois, décrets et arrêtés, règlements et usages concernant l'exploitation transmise et fera son affaire personnelle de toute autorisation qui pourrait être nécessaire, le tout à ses risques et périls.

Enfin, après réalisation de la Fusion, le représentant légal de la Société Absorbée devra, à première demande et aux frais de la Société Absorbante, fournir à cette dernière tout concours, signature et justification qui pourrait être nécessaire en vue de la transmission des biens compris dans le patrimoine de la Société Absorbée et de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires.

15. CONTRATS DE TRAVAIL

A compter de la Date de Réalisation de la Fusion, l'ensemble des contrats de travail et des salariés y attachés seront transférés de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

De manière générale, la Société Absorbante reprend l'ensemble des obligations et engagements de nature sociale susceptibles d'avoir été contractés par la Société Absorbée à l'égard des salariés transférés ainsi que des organismes sociaux.

16. REGIME FISCAL

16.1. Impôts directs

Les Parties précisent que la Fusion aura pour Date d'Effet, sur le plan comptable et fiscal, le 1er janvier 2026. En conséquence, la Société Absorbante prend l'engagement de souscrire sa déclaration de résultats en prenant en compte tant le résultat de ses propres activités que le résultat des activités transmises par la Société Absorbée depuis cette date, qu'ils soient bénéficiaires ou déficitaires.

Les représentants de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, chacun en ce qui les concerne, obligent celles-ci à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur les sociétés comme de toutes impositions et taxes résultant de la réalisation définitive de la présente Fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

En matière d'impôt sur les sociétés, les Parties déclarent placer la Fusion sous le bénéfice des dispositions de l'article 210 A du Code général des impôts. En conséquence, la Société Absorbante s'engage expressément à respecter l'ensemble des prescriptions légales et engagements prévus par les dispositions précitées, notamment et en tant que de besoin :

(a) reprendre au passif de son bilan (i) d'une part, les provisions dont l'imposition a été différée chez la Société Absorbée et qui ne deviendront pas sans objet du fait de l'opération de Fusion stipulée aux présentes, (ii) d'autre part, la réserve spéciale où la Société Absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 %, de 15 %, de 18 %, de 19 % ou de 25 % ainsi que (iii) la réserve où les provisions pour fluctuation de cours ont été portées en application du 6ème alinéa du 5° du 1 de l'article 39 du Code général des impôts (article 210 A, 3, a. du Code général des impôts) ;

(b) se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte aurait été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A, 3, b. du Code général des impôts) ;

(c) calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables, ou des biens qui leur sont assimilés en application des dispositions de l'article 210-A-6 du Code général des impôts, reçus en apport d'après la valeur qu'avaient ces immobilisations du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée à la date de réalisation de la Fusion (article 210 A, 3, c. du Code général des impôts) ;

(d) réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. La réintégration des plus-values est effectuée par parts égales sur une période de quinze ans pour les constructions et les droits qui se rapportent à des constructions ainsi que pour les plantations et les agencements et aménagements des terrains amortissables sur une période au moins égale à cette durée ; dans les autres cas, la réintégration s'effectue par parts égales sur une période de cinq ans. Lorsque le total des plus-values nettes sur les constructions, les plantations et les agencements et aménagements des terrains excède 90 % de la plus-value nette globale sur éléments amortissables, la réintégration des plus-values afférentes aux constructions, aux plantations et aux agencements et aménagements des terrains est effectuée par parts égales sur une période égale à la durée moyenne pondérée d'amortissement de ces biens. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport. A compter de l'exercice au cours duquel la Société Absorbante déduit de son résultat imposable, en application du troisième alinéa du 2° du 1 de l'article 39, l'amortissement

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

d'un fonds commercial pratiqué en comptabilité, ce fonds relève de l'article 210 A, 3, d. du Code général des impôts. Lorsqu'il ne donne pas lieu à un amortissement déduit du résultat imposable, le fonds commercial reçu relève de l'article 210 A, 3, c. du Code général des impôts (article 210 A, 3, d. du Code général des impôts) ;

(e) inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations compris dans les éléments apportés pour la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée ou, à défaut, rattacher au résultat de l'exercice au cours duquel intervient la Fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (article 210 A, 3, e. du Code général des impôts) ;

(f) reprendre à son bilan les écritures comptables de la Société Absorbée (valeur d'origine, amortissements, dépréciations) et continuer à calculer la dotation aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de la Société Absorbée, conformément à la doctrine administrative (BOI-IS-FUS-30-20, 15 avril 2020, n°10) ;

(g) joindre à sa déclaration annuelle de résultat, et à la déclaration de résultat de la Société Absorbée (déclaration de cessation d'activité), un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque élément transmis, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable lors de la cession ultérieure des éléments transmis conformément à l'article 54 septies I du Code général des impôts et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts, cet état de suivi devant être également joint à la déclaration de résultats de la Société Absorbée ; et

(h) tenir à la disposition de l'administration un registre de suivi des plus-values sur éléments d'actif non amortissables donnant lieu à un report d'imposition, conformément à l'article 54 septies II du Code général des impôts, faisant apparaître la date de la Fusion, la nature des biens transférés, leur valeur comptable d'origine, leur valeur fiscale à retenir pour le calcul des plus-values ultérieures ainsi que leur valeur d'apport.

16.2. Déclaration relative à la taxe sur la valeur ajoutée

La Fusion entraîne une transmission universelle du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante. Ces deux sociétés étant redevables de la TVA, cette transmission bénéficie d'une absence de taxation en application des dispositions de l'article 257 bis du Code général des impôts.

En conséquence, les livraisons de biens et prestations de services opérées à l'occasion de cette transmission ne sont pas soumises à la TVA et ne donnent pas lieu, chez la Société Absorbée, aux régularisations du droit à déduction, notamment :

(a) les transferts de marchandises neuves et autres biens détenus en stocks ;

(b) les transferts de biens meubles corporels d'investissement qui ont ouvert droit à déduction complète ou partielle de la TVA lors de leur achat, acquisition intracommunautaire, importation ou livraison à soi-même ; et

(c) les transferts de biens incorporels d'investissement.

La Société Absorbante s'engage à opérer les régularisations du droit à déduction, les taxations des cessions ou des livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles suite à la présente transmission d'universalité telles qu'elles auraient incombé à la Société Absorbée si cette dernière avait continué à exploiter elle-même l'universalité.

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

A cette fin, la Société Absorbée s'engage à transmettre à la Société Absorbante un tableau récapitulant les obligations qui s'imposent à elle concernant la TVA déductible (mentionnant la nature du/des bien(s) ayant donné lieu à déduction initiale de la TVA, la date de la déduction initiale de la TVA, le montant de la TVA initialement déduite).

Par ailleurs, les Parties s'engagent à mentionner le montant total hors taxe de la transmission sur la déclaration de TVA souscrite au titre de la période au cours de laquelle elle est réalisée. Ce montant sera mentionné sur la ligne « Autres opérations non imposables » de la déclaration de TVA de la Société Absorbante et de la Société Absorbée (ligne E2 du formulaire 3310-CA3).

La Société Absorbante sera, de convention expresse, purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de la Société Absorbée. En conséquence, la Société Absorbée transfèrera purement et simplement le crédit de TVA dont elle disposera le cas échéant, à la Date de Réalisation de la Fusion. La Société Absorbante reportera le montant du crédit de TVA transféré dans sa déclaration de TVA et indiquera l'origine de ce montant dans le cadre réservé à la correspondance.

16.3. Droits d'enregistrement

Conformément aux dispositions de l'article 635 du Code général des impôts, la présente opération de Fusion doit être présentée à la formalité de l'enregistrement dans le délai d'un mois à compter de la date de l'acte.

La Fusion intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, elle bénéficiera de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code général des impôts. L'acte constatant la Fusion sera donc enregistré gratuitement.

En vertu du décret n° 2020-623 du 22 mai 2020 relatif à l'application du régime spécial des fusions, scissions et apports partiels d'actif aux opérations entre certaines sociétés liées, dont les dispositions sont entrées en vigueur le 23 mai 2020, l'exonération des droits d'enregistrement s'applique également aux fusions ou scissions entre sociétés «mère» et «filles» ou entre sociétés «sœurs» qui ne donnent pas lieu à échange de parts ou d'actions.

Les Parties déclarent que, dans l'hypothèse où l'opération ne pourrait bénéficier des dispositions de l'article 816 précité, le passif transféré dans le cadre de la Fusion sera imputé par priorité sur les éléments d'actif ne supportant pas de droits proportionnels d'enregistrement, puis de manière successive sur ceux donnant lieu au paiement les moins élevés de droits au tarif proportionnel.

16.4. Reprise des engagements et obligations

D'une manière générale, la Société Absorbante reprend l'ensemble des obligations et engagements de nature fiscale qui auraient pu être pris par la Société Absorbée.

En particulier, la Société Absorbante reprend le bénéfice et/ou la charge de tout engagement d'ordre fiscal ou ayant une finalité d'ordre fiscal qui aurait pu être antérieurement souscrit par la Société Absorbée à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur à l'égard de tous impôts que la Fusion rendrait exigibles en l'absence de cet engagement.

16.5. Subrogation générale

A compter de la Date de Réalisation, le représentant légal de la Société Absorbante, agissant au nom et pour le compte de la Société Absorbante, oblige la Société Absorbante à se subroger purement et simplement dans l'ensemble des droits et obligations de la Société Absorbée pour assurer le paiement de tout impôt, cotisation ou taxe restant éventuellement dû par cette dernière au jour de sa dissolution.

16.6. Obligations déclaratives

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

Les Parties s'engagent à satisfaire à l'ensemble des obligations déclaratives applicables à la Fusion.

La Société Absorbante s'engage pour le compte de la Société Absorbée :

- à aviser, pour les besoins de l'impôt sur les sociétés, le centre des impôts dont la Société Absorbée dépend, de la cessation de cette dernière, dans le délai de quarante-cinq jours prévu à l'article 201-1 du CGI suivant la date de réalisation de l'opération ;

- à déposer une liasse de cessation d'activité dans un délai de soixante jours prévu à l'article 201-3 du CGI à compter de la date de réalisation de l'opération comprenant un état conforme au modèle fourni par l'administration faisant apparaître, pour chaque élément transmis, les renseignements nécessaires au calcul du résultat imposable lors de la cession ultérieure des éléments transmis conformément à l'article 54 septies I du Code général des impôts et contenant les mentions précisées par l'article 38 quindecies de l'annexe III au Code général des impôts.

17. DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

Conformément à l'article L. 236-3 du Code de commerce, la réalisation de la Fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante entraînera la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée et la transmission universelle de son patrimoine à la Société Absorbante à la Date de Réalisation.

A compter de la Date de Réalisation, la Société Absorbante aura tous pouvoirs, aux lieu et place de la Société Absorbée, relativement aux biens et droits apportés et aux passifs pris en charge, pour intenter ou suivre toutes actions judiciaires ou arbitrales, donner tous acquiescements et prendre toutes décisions, recevoir et payer toutes sommes dues relatives à ces décisions.

La Société Absorbante subrogera la Société Absorbée dans le bénéfice de toutes instances en cours.

18. PUBLICATIONS ET DROIT D'OPPOSITION DES CREANCIERS

Une copie du Traité de Fusion sera déposée au registre du commerce et des sociétés de Bourges.

Une copie du Traité de Fusion et des autres documents visés à l'article R. 236-3 du Code de commerce seront déposés aux sièges sociaux de chacune des Parties à la disposition des personnes mentionnées dans ces dispositions.

Conformément à l'article L. 236-14 du Code de commerce, les créanciers non obligataires de la Société Absorbante et de la Société Absorbée dont la créance est antérieure à la publicité donnée au Traité de Fusion, pourront former opposition au projet de Fusion dans un délai de trente (30) jours à compter de l'insertion au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC) de l'avis relatif au projet de Fusion prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce.

Les oppositions des créanciers formées à la suite de cette publicité, conformément à l'article L. 236-15 du Code de commerce, seront, le cas échéant, portées devant le tribunal compétent qui en réglera le sort.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite de la Fusion.

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

19. DELEGATION DE POUVOIRS A DES MANDATAIRES DE LA SOCIETE ABSORBANTE

Tout pouvoir est conféré à Lacour Holding, représentée par Monsieur Angelo Maida ou toute personne qu'il se substituerait à l'effet de poursuivre la réalisation définitive de la Fusion et, en conséquence, de réitérer si besoin était, la transmission du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante, d'établir tout acte confirmatif, complémentaire ou rectificatif qui s'avérerait nécessaire, d'accomplir tout acte et toute formalité utile pour faciliter la transmission du patrimoine de la Société Absorbée et, enfin, de remplir toute formalité et faire toute déclaration.

20. DESIGNATION D'UN MANDATAIRE PAR LA SOCIETE ABSORBEE

En tant que de besoin, Lacour Holding, représentée par Monsieur Angelo Maida, au nom de la Société Absorbée, est désigné en qualité de mandataire à l'effet de poursuivre la réalisation définitive de la Fusion.

21. FORMALITES DE PUBLICITE

Le projet de Fusion sera publié conformément à la loi.

La Société Absorbante remplira toutes formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la Fusion.

La Société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

La Société Absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits qui lui seront apportés.

22. FRAIS ET DROITS

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la Société Absorbante.

23. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les Parties font élection de domicile au siège de la Société Absorbante.

24. POUVOIRS POUR LES FORMALITES

Tout pouvoir est donné au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, pour effectuer tout dépôt, mention ou publication et notamment en vue du dépôt au Greffe du tribunal de commerce compétent.

25. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le Traité de Fusion est signé par chacun des Parties au moyen d'un procédé de signature électronique avancée (SEA) mis en œuvre par un prestataire tiers, DocuSign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (la « **Signature Electronique** »).

En conséquence, les Parties :

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

(a) reconnaissent expressément que leur Signature Electronique doit être considérée comme une signature originale et que le Traité de Fusion constitue un original dans sa version électronique au format Pdf ;

(b) reconnaissent expressément que le Traité de Fusion a la même force probante qu'un écrit signé sur papier conformément aux articles 1366 et suivants du Code civil et peut leur être valablement opposé ;

(c) s'engagent à conserver le Traité de Fusion dans des conditions de nature à en garantir la confidentialité et l'intégrité ;

(d) s'engagent à ne pas contester la validité, l'opposabilité ou la force probante des éléments du Traité de Fusion en raison de leur caractère électronique ;

(e) reconnaissent et acceptent que les données horodatées utilisées pour certifier la date et le lieu de signature du Traité de Fusion les engagent et font foi entre elles ;

(f) sont informées et acceptent que seules les données horodatées constituent la date et le lieu de signature du Traité de Fusion ; et

(g) acceptent que tous les éléments d'identification utilisés aux fins de la Signature Electronique, le certificat de Signature Electronique joint au Traité de Fusion et les méthodes techniques utilisées pour produire la Signature Electronique puissent être produits en justice, à titre de preuve littérale, en cas de litiges, y compris dans les litiges opposant les Parties.

Conformément à l'alinéa 4 de l'article 1375 du Code civil, le Traité de Fusion est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacun des Parties directement par DocuSign, qui a la charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique avancée dans les conditions requises par l'article 1367 du Code civil et au décret d'application n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

[SIGNATURES A LA PAGE SUIVANTE]

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

SOCIETE ABSORBANTE

Signed by:
Angelo Maïda
26D0E24B144C479...

Lacour Concept
Représentée par Lacour Holding,
elle-même représentée par Monsieur Angelo Maida

SOCIETE ABSORBEE

Signed by:
Angelo Maïda
26D0E24B144C479...

Unisite
Représentée par Lacour Holding,
elle-même représentée par Monsieur Angelo Maida

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2025 de la Société Absorbante

ANNEXE 2 : Situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2025 de la Société Absorbée

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

ANNEXE 1

Situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2025 de la Société Absorbante

[*Voir page suivante*]

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Bilan Actif

Etat exprimé en **euros**
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
	Capital souscrit non appelé (I)				
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (II)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement	9 000	9 000		
	Concessions brevets droits similaires	12 183 322	11 906 353	276 969	26 007
	Fonds commercial	1 368 292	631 355	736 938	736 938
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations tech.,mat. et outillage indus.	1 357 125	1 195 103	162 022	346 844
	Autres immobilisations corporelles	7 012 432	5 560 480	1 451 952	1 375 947
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	1 675 672		1 675 672	1 084 423
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	100 203		100 203	100 203
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	69 212		69 212	68 696
	Total de l'actif immobilisé (III)	**23 775 259**	**19 302 291**	**4 472 968**	**3 739 058**
ACTIF CIRCULANT	**STOCKS ET EN-COURS**				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises	395 125	161 892	233 233	196 650
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients et comptes rattachés	4 870 962	192 901	4 678 061	4 138 864
	Autres créances	50 503 727		50 503 727	30 260 712
	Charges constatées d'avance	832 779		832 779	740 713
	Capital souscrit appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement	3 002		3 002	1 804 806
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	3 670 619		3 670 619	3 259 135
	Total de l'actif circulant (IV)	**60 276 214**	**354 793**	**59 921 421**	**40 400 880**
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (V)				
	Primes de remboursement des emprunts (VI)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I à VII)	**84 051 473**	**19 657 084**	**64 394 389**	**44 139 938**

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an	69 212	68 696
(2) dont créances à plus d'un an		

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Bilan Passif

Etat exprimé en **euros**
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	1 003 752	1 003 752
	Primes d' émission, de fusion, d' apport ...		
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	RESERVES		
	Réserve légale	100 375	100 375
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	12 363 033	12 363 033
	Résultat de l'exercice	**14 727 933**	**13 219 695**
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	2 745	1 789
	Total des capitaux propres	**28 197 838**	**26 688 644**
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	**DETTES FINANCIERES**		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	25 078	47 262
	Emprunts et dettes financières divers (2)	12 031 412	6 724 647
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 479 167	3 990 017
	Dettes fiscales et sociales	6 334 374	5 837 749
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	136 193	
	Autres dettes	13 219 695	
	Produits constatés d'avance (1)	970 632	851 619
	Total des dettes	**36 196 551**	**17 451 294**
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	**64 394 389**	**44 139 938**

	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	14 727 933,14	13 219 694,66
(1)	Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	36 196 551	17 451 294
(2)	Dont emprunts participatifs		

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025 12 mois		01/01/2024 31/12/2024 12 mois		Variations	%
Capital souscrit non appelé							
TOTAL II – Frais d'établissement NET							
TOTAL III - Actif Immobilisé NET		**4 472 968**	***6,95***	**3 739 058**	***8,47***	**733 911**	***19,63***
Frais de développement							
203000000	FRAIS RECHERCHE DEVELOPPEMENT	9 000	*0,01*	9 000	*0,02*		
280300000	AMORT. FRAIS RECHERCHE	(9 000)	*-0,01*	(9 000)	*-0,02*		
Concessions brevets et droits similaires		**276 969**	***0,43***	**26 007**	***0,06***	**250 962**	***965,00***
205000000	LOGICIELS ST DOULCHARD	11 623 605	*18,05*	11 220 100	*25,42*	403 505	*3,60*
205100000	LOGICIELS JOSHUA	214 888	*0,33*	214 888	*0,49*		
205200000	LOGICIELS TOULOUSE	152 901	*0,24*	152 901	*0,35*		
205300000	LOGICIELS VARENNES VAUZELLES	188 786	*0,29*	188 786	*0,43*		
205400000	LOGICIELS BOUFFERE	3 143		3 143	*0,01*		
280500000	AMORT.LOGICIELS ST DOULCH	(11 346 636)	*-17,62*	(11 194 276)	*-25,36*	(152 360)	*-1,36*
280510000	AMORT.LOGICIELS JOSHUA	(214 888)	*-0,33*	(214 888)	*-0,49*		
280520000	AMORT.LOGICIELS TOULOUSE	(152 901)	*-0,24*	(152 901)	*-0,35*		
280530000	AMORT.LOGICIELS VARENNES	(188 786)	*-0,29*	(188 786)	*-0,43*		
280540000	AMORT.LOGICIELS BOUFFERE	(3 143)		(2 960)	*-0,01*	(182)	*-6,16*
Fonds Commercial		**736 938**	***1,14***	**736 938**	***1,67***		
207000000	FONDS COMMERCIAL	736 938	*1,14*	736 938	*1,67*		
207100000	FONDS COMMERCIAUX JOSHUA	631 355	*0,98*	631 355	*1,43*		
290700000	PROV.DEPRECIT.FDS COMM.JOSHUA	(631 355)	*-0,98*	(631 355)	*-1,43*		
Installations techniques, matériel et outillage		**162 022**	***0,25***	**346 844**	***0,79***	**(184 822)**	***-53,29***
215000000	MAT.OUTIL.ST DOULCHARD	405 456	*0,63*	396 420	*0,90*	9 037	*2,28*
215500000	BALANCES L.E./CLIENTS	911 762	*1,42*	1 711 478	*3,88*	(799 716)	*-46,73*
215500010	IC - BALANCES L. ELECTRONIQUE	39 907	*0,06*	18 142	*0,04*	21 765	*119,97*
281500000	AMORT.MAT.OUT.ST DOULCHAR	(384 510)	*-0,60*	(362 273)	*-0,82*	(22 237)	*-6,14*
281550000	AMORT.BALANCES/CLIENTS	(802 351)	*-1,25*	(1 414 638)	*-3,20*	612 287	*43,28*
281550001	AMORT.IC BALANCES/L ELEC			(2 286)	*-0,01*	2 286	*100,00*
281550010	IC - AMORT BAL ELECTR	(8 243)	*-0,01*			(8 243)	
Autres immobilisations corporelles		**1 451 952**	***2,25***	**1 375 947**	***3,12***	**76 005**	***5,52***
218100000	AGENCMT AMEN.ST DOULCHARD	1 779 449	*2,76*	1 755 335	*3,98*	24 114	*1,37*
218120000	AGENCMT AMEN.TOULOUSE	32 277	*0,05*	32 277	*0,07*		
218130000	AGENCMT AMEN.BOUFFERE	72 623	*0,11*	43 464	*0,10*	29 159	*67,09*
218200000	MATERIEL DE TRANSPORT	23 924	*0,04*	10 550	*0,02*	13 374	*126,77*
218300000	MAT.INFORMAT.ST DOULCHARD	4 646 743	*7,22*	4 182 512	*9,48*	464 231	*11,10*
218301000	MAT.INFORMAT.BOUFFERE	22 490	*0,03*	22 490	*0,05*		
218320000	MAT.INFORMAT.TOULOUSE	6 789	*0,01*	6 789	*0,02*		
218400000	MOBILIER ST DOULCHARD	358 081	*0,56*	300 835	*0,68*	57 246	*19,03*
218420000	MOBILIER TOULOUSE	27 990	*0,04*	27 990	*0,06*		
218430000	MOBILIER BOUFFERE	42 066	*0,07*	42 066	*0,10*		
281810000	AMORT.INST.AGENC.ST DOULC	(1 278 902)	*-1,99*	(1 167 850)	*-2,65*	(111 052)	*-9,51*
281812000	AMORT.INST.AGENC.TOULOUSE	(14 529)	*-0,02*	(11 301)	*-0,03*	(3 228)	*-28,56*
281813000	AMORT.INST.AGENC.BOUFFERE	(43 315)	*-0,07*	(41 047)	*-0,09*	(2 268)	*-5,52*
281820000	AMORT.MAT.DE TRANSPORT	(11 367)	*-0,02*	(10 550)	*-0,02*	(817)	*-7,75*
281830000	AMORT.MAT.INFORM.ST DOULC	(3 922 497)	*-6,09*	(3 557 596)	*-8,06*	(364 901)	*-10,26*
281830100	AMORT.MAT.INFORM.BOUFFERE	(21 503)	*-0,03*	(17 066)	*-0,04*	(4 436)	*-26,00*
281832000	AMORT.MAT.INFORM.TOULOUSE	(6 789)	*-0,01*	(6 470)	*-0,01*	(320)	*-4,94*
281840000	AMORT.MOBILIER ST DOULCH.	(206 892)	*-0,32*	(184 594)	*-0,42*	(22 298)	*-12,08*
281842000	AMORT.MOBILIER BLAGNAC	(12 619)	*-0,02*	(9 820)	*-0,02*	(2 799)	*-28,50*
281843000	AMORT.MOBILIER BOUFFERE	(42 066)	*-0,07*	(42 066)	*-0,10*		
Immo corp en cours, avces et acptes		**1 675 672**	***2,60***	**1 084 423**	***2,46***	**591 249**	***54,52***
231000000	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 675 672	*2,60*	1 084 423	*2,46*	591 249	*54,52*

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025 12 mois		01/01/2024 31/12/2024 12 mois		Variations	%
Autres titres immobilisés		**100 203**	***0,16***	**100 203**	***0,23***		
271000000	TITRES IMMOBILISES	100 203	*0,16*	100 203	*0,23*		
Autres immobilisations financières		**69 212**	***0,11***	**68 696**	***0,16***	**516**	***0,75***
275512000	DEPOTS CAUTION.TOULOUSE	12 124	*0,02*	11 608	*0,03*	516	*4,45*
275513000	DEPOTS CAUTION.VOUZERON	57 088	*0,09*	57 088	*0,13*		
TOTAL IV - Actif Circulant NET		**59 921 421**	***93,05***	**40 400 880**	***91,53***	**19 520 541**	***48,32***
Marchandises		**233 233**	***0,36***	**196 650**	***0,45***	**36 583**	***18,60***
370000000	STOCKS DE MARCHANDISES	395 125	*0,61*	327 787	*0,74*	67 338	*20,54*
397000000	PROV.DEPR.STOCKS MARCHAND	(161 892)	*-0,25*	(131 137)	*-0,30*	(30 755)	*-23,45*
Créances clients et comptes rattachés		**4 678 061**	***7,26***	**4 138 864**	***9,38***	**539 197**	***13,03***
041D	Collectif clients débiteurs	575 130	*0,89*	444 707	*1,01*	130 423	*29,33*
411000000	CLIENTS	4 024 686	*6,25*	3 656 231	*8,28*	368 455	*10,08*
416000000	CLIENTS DOUTEUX	260 256	*0,40*	194 082	*0,44*	66 174	*34,10*
418100000	CLIENTS FACT. A ETABLIR	10 890	*0,02*			10 890	
491000000	PROV.DEPR.CLTS DOUTEUX	(192 901)	*-0,30*	(156 156)	*-0,35*	(36 745)	*-23,53*
Autres créances		**50 503 727**	***78,43***	**30 260 712**	***68,56***	**20 243 015**	***66,90***
425000000	ACOMPTE AVANCE VERSE	11 291	*0,02*	11 216	*0,03*	75	*0,67*
426202000	FRAIS TINGAUD YOANN 500 €	500		500			
426211000	FRAIS GARBE GERY 400 €	400		400			
426226000	FRAIS LEFRERE LAURENT 300 €	300		300			
426232000	FRAIS CABO PATRICE 500 €	500		500			
426240000	FRAIS VOGUET JEAN-PIERRE 762.25 €	762		762			
426284000	FRAIS CESBRON JEAN 304.90 €	305		305			
426294000	FRAIS MILLOUR ANGELIQUE 350€	350		350			
445200000	TVA 20% CEE COLLECTEE / DEBITS			17		(17)	*-100,00*
445620000	TVA DEDUCTIBLE SUR IMMO.			526		(526)	*-100,00*
445640000	TVA 20% DEDUCTIBLE /PRESTATAIRES	292 987	*0,45*	424 482	*0,96*	(131 495)	*-30,98*
445660000	TVA SUR ABS			517		(517)	*-100,00*
445661100	TVA 20% CEE DEDUCTIBLE / DEBITS	20 908	*0,03*			20 908	
445711000	TVA COLLECTEE 8,5			3 295	*0,01*	(3 295)	*-100,00*
445860000	TVA FACT.NON PARVENUES	210 385	*0,33*	158 252	*0,36*	52 133	*32,94*
451400000	KEPLER SOLUTIONS	44 709	*0,07*	51 318	*0,12*	(6 609)	*-12,88*
451500000	LACOUR HOLDING	15 587	*0,02*	15 009	*0,03*	577	*3,85*
451600000	C/C LACOUR ELECTRONIQUE	227 591	*0,35*			227 591	
451700000	C/C DRAGON 2000	1 024				1 024	
451800000	C/C LACOUR UK	5 104	*0,01*			5 104	
455200000	C/C LACOUR GROUP	49 666 768	*77,13*	29 592 962	*67,04*	20 073 806	*67,83*
467000000	AUTRES CPTES DEBIT.CREDIT	4 257	*0,01*			4 257	
Charges constatées d'avance		**832 779**	***1,29***	**740 713**	***1,68***	**92 066**	***12,43***
486000000	CHGES CONSTATEES D AVANCE	832 779	*1,29*	740 713	*1,68*	92 066	*12,43*
Valeurs mobilières de placement		**3 002**		**1 804 806**	***4,09***	**(1 801 804)**	***-99,83***
508110000	DEPOT A TERME			1 000 000	*2,27*	(1 000 000)	*-100,00*
508130000	CET CA	3 002		804 806	*1,82*	(801 804)	*-99,63*
Disponibilités		**3 670 619**	***5,70***	**3 259 135**	***7,38***	**411 483**	***12,63***
512100000	CREDIT AGRICOLE	714 980	*1,11*	874 884	*1,98*	(159 905)	*-18,28*
512120000	CREDIT AGRICOLE FRAIS	595				595	
512200000	BANQUE POPULAIRE - BOURGES	1 953 623	*3,03*	1 305 605	*2,96*	648 018	*49,63*
512400000	CREDIT MUTUEL - ORLEANS	12 343	*0,02*	11 859	*0,03*	483	*4,08*
512500000	CAISSE EPARGNE	929 139	*1,44*	997 458	*2,26*	(68 319)	*-6,85*
512600000	SOCIETE GENERALE	31 207	*0,05*	19 386	*0,04*	11 822	*60,98*
518700000	INT.COURUS A RECEVOIR	28 732	*0,04*	49 944	*0,11*	(21 212)	*-42,47*

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**	01/01/2025 31/12/2025 12 mois		01/01/2024 31/12/2024 12 mois		Variations	%
TOTAL DU BILAN ACTIF	**64 394 389**	*100,00*	**44 139 938**	*100,00*	**20 254 451**	*45,89*

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Détail du Passif

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025 12 mois		01/01/2024 31/12/2024 12 mois		Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres		**28 197 838**	***43,79***	**26 688 644**	***60,46***	**1 509 194**	***5,65***
Capital Social ou individuel		**1 003 752**	***1,56***	**1 003 752**	***2,27***		
101300000	CAPITAL SOUSCRIT.APPELE V	1 003 752	*1,56*	1 003 752	*2,27*		
Réserve légale		**100 375**	***0,16***	**100 375**	***0,23***		
106110000	RESERVE LEGALE PROPR.DITE	100 375	*0,16*	100 375	*0,23*		
Report à nouveau		**12 363 033**	***19,20***	**12 363 033**	***28,01***		
110000000	REPORT A NOUVEAU	12 363 033	*19,20*	12 363 033	*28,01*		
Résultat de l'exercice		**14 727 933**	***22,87***	**13 219 695**	***29,95***	**1 508 238**	***11,41***
Provisions réglementées		**2 745**		**1 789**		**956**	***53,41***
145000000	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	2 745		1 789		956	*53,41*
TOTAL II - Autres fonds propres							
TOTAL III - Total des Provisions							
TOTAL IV - Total des dettes		**36 196 551**	***56,21***	**17 451 294**	***39,54***	**18 745 257**	***107,41***
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		**25 078**	***0,04***	**47 262**	***0,11***	**(22 183)**	***-46,94***
512120000	CREDIT AGRICOLE FRAIS			146		(146)	*-100,00*
512210000	BANQUE POPULAIRE FRAIS	11 796	*0,02*	29 943	*0,07*	(18 147)	*-60,61*
518600000	BANQUES INTERETS COURUS	13 282	*0,02*	17 172	*0,04*	(3 890)	*-22,65*
Emprunts et dettes financières divers		**12 031 412**	***18,68***	**6 724 647**	***15,23***	**5 306 765**	***78,92***
451300000	C/C DE VOUZERON	3 246 388	*5,04*			3 246 388	
451900000	INTEGR. FISCALE - LACOUR HOLDING	8 785 024	*13,64*	3 579 355	*8,11*	5 205 669	*145,44*
455300000	C/C SCI VOUZERON			3 145 292	*7,13*	(3 145 292)	*-100,00*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		**3 479 167**	***5,40***	**3 990 017**	***9,04***	**(510 850)**	***-12,80***
040C	Collectif fournisseurs créditeurs	1 150 446	*1,79*	1 743 938	*3,95*	(593 493)	*-34,03*
401000000	FOURNISSEURS	1 165 499	*1,81*	1 262 349	*2,86*	(96 851)	*-7,67*
408100000	FRS FACT.NON PARVENUES	1 163 223	*1,81*	983 729	*2,23*	179 493	*18,25*
Dettes fiscales et sociales		**6 334 374**	***9,84***	**5 837 749**	***13,23***	**496 626**	***8,51***
421000000	PERSONNEL REMUNERAT.DUES			4 121	*0,01*	(4 121)	*-100,00*
422000000	COMITE D'ENTREPRISE	5 686	*0,01*	4 860	*0,01*	826	*16,99*
426000000	FRAIS SUR PERSO.DIVERS	2 146		6 329	*0,01*	(4 182)	*-66,09*
426001000	FRAIS PERSONNEL DIVERS			385		(385)	*-100,00*
427000000	PERSONNEL - OPPOSITIONS	797		748		49	*6,59*
428200000	PROVISION CONGES A PAYER	968 773	*1,50*	1 042 044	*2,36*	(73 272)	*-7,03*
428400000	PARTICIP.SALARIES A PAYER	2 019 146	*3,14*	1 815 590	*4,11*	203 556	*11,21*
428600000	AUTRES CHGES DE PERSONNEL	193 102	*0,30*	201 023	*0,46*	(7 921)	*-3,94*
431000000	URSSAF	455 127	*0,71*	356 558	*0,81*	98 569	*27,64*
437300000	HUMANIS RETRAITE	112 687	*0,17*	89 925	*0,20*	22 762	*25,31*
437350000	HARMONIE MUTUELLE	86 678	*0,13*	78 983	*0,18*	7 695	*9,74*
437370000	PREVOYANCE	41 973	*0,07*	32 461	*0,07*	9 513	*29,30*
438200000	CHARGES S/CP	410 856	*0,64*	426 926	*0,97*	(16 069)	*-3,76*
438600000	ORGANISMES SOCIAUX A PAYER	496 459	*0,77*	485 595	*1,10*	10 864	*2,24*
442100000	ETAT - PRELEVEMENT A LA SOURCE	42 660	*0,07*	36 406	*0,08*	6 254	*17,18*
445200000	TVA 20% CEE COLLECTEE / DEBITS	20 908	*0,03*			20 908	
445510000	TVA A DECAISSER	485 624	*0,75*	391 499	*0,89*	94 125	*24,04*
445661100	TVA 20% CEE DEDUCTIBLE / DEBITS			17		(17)	*-100,00*
445711000	TVA COLLECTEE 8,5	4 856	*0,01*			4 856	
445711100	TVA COLLECTÉE 20 %	789 074	*1,23*	683 338	*1,55*	105 736	*15,47*
445711200	TVA 20% COLLECTEE/DEBITS			4 186	*0,01*	(4 186)	*-100,00*

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Détail du Passif

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025	12 mois	01/01/2024 31/12/2024	12 mois	Variations	%
445810000	TVA A REGULARISER	20 670	0,03			20 670	
445870000	TVA FACT.A ETABLIR	1 815				1 815	
448100000	ETAT CHARGES A PAYER	175 337	0,27			175 337	
448600000	ETAT CHARGES A PAYER			176 757	0,40	(176 757)	-100,00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		**136 193**	**0,21**			**136 193**	
408400000	FOURN FACT NON PARVENUES IMMOBI	136 193	0,21			136 193	
Autres dettes		**13 219 695**	**20,53**			**13 219 695**	
457000000	DIVIDENDES A PAYER	13 219 695	20,53			13 219 695	
Produits constatés d'avance		**970 632**	**1,51**	**851 619**	**1,93**	**119 013**	**13,97**
487000000	PRODTS CONSTATES D AVANCE	970 632	1,51	851 619	1,93	119 013	13,97
TOTAL DU BILAN PASSIF		**64 394 389**	**100,00**	**44 139 938**	**100,00**	**20 254 451**	**45,89**

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

ANNEXE 2

Situation comptable intermédiaire au 31 décembre 2025 de la Société Absorbée

[*Voir page suivante*]

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Détail de l'Actif

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025 12 mois		01/01/2024 31/12/2024 12 mois		Variations	%
Capital souscrit non appelé							
TOTAL II – Frais d'établissement NET							
TOTAL III - Actif Immobilisé NET		**29 542**	***2,68***	**6 584**	***0,57***	**22 958**	***348,71***
Concessions brevets et droits similaires							
205000000	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	9 133	*0,83*	9 133	*0,79*		
280500000	AMORTIS. CONCESS. & DROITS SIMIL.	(9 133)	*-0,83*	(9 133)	*-0,79*		
Installations techniques, matériel et outillage				**16**		**(16)**	***-100,00***
215000000	MATERIEL OUTILLAGE DIVERS	1 016	*0,09*	1 016	*0,09*		
281500000	AMORTIS.MATERIEL OUTILLAGE	(1 016)	*-0,09*	(1 000)	*-0,09*	(16)	*-1,64*
Autres immobilisations corporelles		**29 542**	***2,68***	**6 568**	***0,57***	**22 975**	***349,82***
218300000	MATÉRIEL DE BUREAU	85 425	*7,75*	84 412	*7,28*	1 012	*1,20*
218300010	IC - MAT BUREAU ET INF GROUP	30 996	*2,81*	841	*0,07*	30 155	*N/S*
218400000	MOBILIER	23 000	*2,09*	23 000	*1,98*		
218400010	IC - MOBILIER GROUPE	2 008	*0,18*			2 008	
281830000	AMORTIS. MATÉR.BUREAU ET INFOR	(88 852)	*-8,06*	(78 686)	*-6,79*	(10 166)	*-12,92*
281840000	AMORTIS. MOBILIER	(23 035)	*-2,09*	(23 000)	*-1,98*	(35)	*-0,15*
TOTAL IV - Actif Circulant NET		**1 073 277**	***97,32***	**1 152 866**	***99,43***	**(79 590)**	***-6,90***
Créances clients et comptes rattachés		**435 581**	***39,50***	**881 767**	***76,05***	**(446 186)**	***-50,60***
041D	Collectif clients débiteurs	429 749	*38,97*	881 683	*76,04*	(451 934)	*-51,26*
411000000	CLIENTS	5 832	*0,53*	84	*0,01*	5 748	*N/S*
Autres créances		**357 563**	***32,42***	**25 270**	***2,18***	**332 293**	***N/S***
425000000	PERSONNEL - AVANCES ET ACOMPTE	24				24	
445640000	TVA DEDUCTIBLE /PRESTATAIRES	20 737	*1,88*	17 337	*1,50*	3 399	*19,61*
445660000	TVA DÉDUCTIBLE S/AUT.BIENS ET SCE			458	*0,04*	(458)	*-100,00*
445860000	TVA SUR FACTURES NON PARVENUES	933	*0,08*	1 110	*0,10*	(177)	*-15,90*
455000000	C/C LACOUR GROUP	334 872	*30,37*			334 872	
467000000	DIVERS COMPTES DEBITEURS,PDTS A	998	*0,09*			998	
468700000	DIVERS - PRODUITS À RECEVOIR			6 365	*0,55*	(6 365)	*-100,00*
Charges constatées d'avance		**7 453**	***0,68***	**8 320**	***0,72***	**(866)**	***-10,41***
486000000	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	7 453	*0,68*	8 320	*0,72*	(866)	*-10,41*
Disponibilités		**272 680**	***24,73***	**237 510**	***20,48***	**35 170**	***14,81***
512200000	BANQUE POPULAIRE	272 680	*24,73*	237 510	*20,48*	35 170	*14,81*
TOTAL DU BILAN ACTIF		**1 102 819**	***100,00***	**1 159 450**	***100,00***	**(56 631)**	***-4,88***

Docusign Envelope ID: 18BF493F-E4F6-4CC8-9AA5-E82CE217BA06

PROJET

Détail du Passif

Etat exprimé en **euros**		01/01/2025 31/12/2025 12 mois		01/01/2024 31/12/2024 12 mois		Variations	%
TOTAL I - Capitaux propres		**156 325**	*14,18*	**144 522**	*12,46*	**11 803**	*8,17*
Capital Social ou individuel		**20 000**	*1,81*	**20 000**	*1,72*		
101300000	CAPITAL SOUSCRIT-APPELÉ, VERSÉ	20 000	*1,81*	20 000	*1,72*		
Réserve légale		**2 000**	*0,18*	**2 000**	*0,17*		
106100000	RÉSERVE LÉGALE	2 000	*0,18*	2 000	*0,17*		
Autres réserves		**50 289**	*4,56*	**50 289**	*4,34*		
106800000	AUTRES RÉSERVES	50 289	*4,56*	50 289	*4,34*		
Résultat de l'exercice		**84 036**	*7,62*	**72 233**	*6,23*	**11 803**	*16,34*
TOTAL II - Autres fonds propres							
TOTAL III - Total des Provisions							
TOTAL IV - Total des dettes		**946 494**	*85,82*	**1 014 929**	*87,54*	**(68 434)**	*-6,74*
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit							
518600000	INTERETS COURUS A PAYER						
Emprunts et dettes financières divers		**30 781**	*2,79*	**16 312**	*1,41*	**14 469**	*88,70*
451900000	INTEGR. FISCALE - LACOUR HOLDING	30 781	*2,79*	16 312	*1,41*	14 469	*88,70*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		**112 382**	*10,19*	**131 790**	*11,37*	**(19 409)**	*-14,73*
040C	Collectif fournisseurs créditeurs	94 392	*8,56*	109 880	*9,48*	(15 488)	*-14,10*
401000000	FOURNISSEURS	15 164	*1,37*	17 980	*1,55*	(2 817)	*-15,66*
408100000	FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENU	2 826	*0,26*	3 930	*0,34*	(1 104)	*-28,09*
Dettes fiscales et sociales		**731 098**	*66,29*	**786 062**	*67,80*	**(54 964)**	*-6,99*
422000000	COMITÉ D'ENTREPRISE	1 143	*0,10*	1 121	*0,10*	21	*1,89*
426000000	PERSONNEL - DIVERS	666	*0,06*			666	
426001000	FRAIS PERSONNEL DIVERS			668	*0,06*	(668)	*-100,00*
428200000	DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	237 822	*21,56*	249 331	*21,50*	(11 509)	*-4,62*
428400000	DETTES PROVIS. PR PARTIC. SALARIÉS	29 249	*2,65*	22 203	*1,91*	7 046	*31,73*
428600000	PERSONNEL - AUTRES CHARGES À PA	53 493	*4,85*	51 258	*4,42*	2 234	*4,36*
431000000	SÉCURITÉ SOCIALE	82 047	*7,44*	78 461	*6,77*	3 586	*4,57*
437300000	HUMANIS	18 810	*1,71*	17 312	*1,49*	1 498	*8,65*
437350000	MUTUELLE	19 063	*1,73*	17 941	*1,55*	1 122	*6,25*
437370000	PREVOYANCE	7 032	*0,64*	5 741	*0,50*	1 291	*22,48*
438200000	CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	94 843	*8,60*	96 167	*8,29*	(1 324)	*-1,38*
438600000	CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYE	31 563	*2,86*	26 655	*2,30*	4 908	*18,41*
442100000	ETAT - PRELEVEMENT A LA SOURCE	6 544	*0,59*	5 898	*0,51*	646	*10,95*
445510000	TVA À DÉCAISSER	60 490	*5,49*	50 386	*4,35*	10 104	*20,05*
445711100	TVA COLLECTÉE	72 597	*6,58*	146 961	*12,68*	(74 364)	*-50,60*
448100000	ETAT - CHARGES A PAYER	15 737	*1,43*			15 737	
448600000	ETAT - AUTRES CHARGES À PAYER			15 958	*1,38*	(15 958)	*-100,00*
Autres dettes		**72 233**	*6,55*	**80 764**	*6,97*	**(8 531)**	*-10,56*
457000000	ASSOCIES - DIVIDENDES A PAYER	72 233	*6,55*	80 764	*6,97*	(8 531)	*-10,56*
TOTAL DU BILAN PASSIF		**1 102 819**	*100,00*	**1 159 450**	*100,00*	**(56 631)**	*-4,88*